



Paul (M) Reid

1000-4-2 (JAG)

4 Aug 99

Distribution List

JAG REPORT (1998-99)

1. Even though the formal legal requirement to provide the Minister of National Defence (MND) with an annual report will not commence until the amendments to the NDA become law, I have on 9 July 1999 provided the MND with a report that reviews and highlights the challenges of last year and identifies issues that I expect will occupy us in the coming year. I now want to inform you how I believe we performed during my first year in office – call this an unofficial report card if you like.

2. The Legal Branch is comprised of 90 Regular Force Legal Officers and 40 Reserve Force Legal Officers operating out of NDHQ and 14 offices from coast to coast, as well as one office in Germany. We currently have seven Legal Officers deployed overseas, 2 in Germany, 1 in SHAPE, 1 (formerly 2) in Aviano, 2 in Bosnia and 1 in Kosovo.

3. By way of overview, I believe it has been a very productive and progressive year in the areas of military law and

1000-4-2 (JAG)

4 août 1999

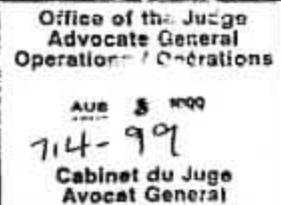
Liste de distribution

RAPPORT DU JAG (1998-99)

1. Bien qu'il ne soit pas encore officiellement prescrit en vertu de la loi de remettre chaque année un rapport au Ministre de la Défense nationale (MDN), tant que les modifications à la *Loi sur la défense nationale* n'auront pas été rendues exécutoires, le 12 juillet 1999, j'ai déposé auprès du MDN un rapport dans lequel je passe en revue et commente les défis que nous avons dû relever l'an dernier et j'identifie les enjeux qui à mon avis devraient être au cœur de notre travail pour l'année qui vient. Je tiens maintenant à vous présenter mon évaluation de notre performance au cours de cette première année de mon mandat en qualité de JAG – une forme de bulletin scolaire officieux si vous voulez.

2. La Branche des services juridiques comprend 90 avocats militaires de la Force régulière et 40 avocats militaires de la Force de réserve, qui remplissent leurs fonctions au QGDN, et 14 bureaux d'un océan à l'autre ainsi qu'un bureau en Allemagne. Actuellement, sept avocats militaires sont déployés à l'étranger : dont deux en Allemagne, un au Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe (SHAPE), un (auparavant deux) à Aviano, deux en Bosnie et un au Kosovo.

3. Dans l'ensemble, je considère que la dernière année a été marquée par une production importante et de nombreux



military justice as well as within the Office of the JAG itself. I will review the year by addressing the four areas that comprise our Change Management initiatives for the past year, as well as some information on current activities.

Implementing Bill C-25

4. As you know, the pace to assist the Governmental and Parliamentary processes was unusually fast. Bill C-25 has now passed Parliament and received Royal Assent on December 10, 1998. Work is well underway to finalize the necessary subordinate regulations, indeed on 8 July 99 the amendments relating to military justice and changes to QR&O were enacted and will come into force on 1 September 1999. These regulations flesh out the skeleton provided by the Bill and by the Fall we will have fully implemented these important changes.

5. The changes necessitate a significant communication and education program. Many different communication vehicles and activities have been prepared to reach a wide range of audiences. For internal audiences, this will include:

- a. articles in the Maple Leaf;
- b. an information brochure, a variety of briefings and training designed for different audiences;
- c. certification training for

progrès dans le domaine du droit et de la justice militaires, ainsi qu'au sein même du cabinet du JAG. Cette revue de l'année sera divisée en fonction des quatre éléments constitutifs des initiatives de gestion des changements que nous avons mises en œuvre au cours de la dernière année, avec pour terminer de l'information sur nos activités présentes.

Application du Projet de loi C-25

4. Comme vous le savez, des pressions inhabituelles en termes de rapidité d'exécution ont été exercées pour assurer le soutien des procédures gouvernementales et parlementaires. Le Projet de loi C-25 a été adopté par les deux Chambres et a été revêtu de la sanction royale le 10 décembre 1998. Les travaux de mise au point définitive des textes réglementaires requis vont bon train. De fait, les changements touchant la justice militaire et les modifications apportées aux ORFC ont été décrétés le 8 juillet 1999 et entreront en vigueur le 1^{er} septembre 1999. Ces règlements permettent d' étoffer les grandes lignes du projet de loi, et d'ici l'automne, nous aurons terminé la mise en application de ces changements majeurs.

5. Un important programme de communication et d'éducation est mis sur pied pour mieux faire connaître ces changements. On a retenu de nombreux moyens de communication et organisé plusieurs activités afin d'atteindre diverses audiences. Pour joindre les groupes internes, on utilisera les moyens suivants :

- a. des articles dans la Feuille d'érable,
- b. un dépliant d'information ainsi que des séances d'information et de formation conçues en fonction des diverses audiences visées,
- c. un cours d'accréditation à

persons authorized to conduct summary trials; and

l'intention des personnes autorisées à mener des procès sommaires,

- d. information on the Defence Information Network.

- d. et la diffusion d'information sur le Réseau d'information de la Défense (RID).

For external audiences, this will include:

En ce qui concerne les publics extérieurs, on procédera comme suit :

- a. briefings to a variety of groups, such as the Canadian Bar Association, provincial law societies, law schools, the Legion and the Conference of Defence Associations; and

- a. des séances d'information à l'intention des divers groupes cibles, comme l'Association du Barreau canadien, les associations professionnelles des avocats, les facultés de droit, la Légion royale canadienne et le Congrès des associations de la Défense,

- b. information on the JAG Internet site.

- b. et la diffusion d'information sur le site Internet du JAG.

Reestablishing the Credibility of the Military Justice System

Restaurer la crédibilité du système judiciaire militaire

6. The incident in Somalia and the ensuing Commission of Inquiry damaged the reputation of both the Canadian Forces and the military justice system. While I might argue the fairness of the aspersion cast on the military justice system, the reality was that remedial action was required. Many of the reforms contained in Bill C-25 were designed to enhance the independence of the primary players in the military justice system, including the JAG, the Director of Military Prosecutions (DMP), the Director of Defence Counsel Services (DDCS), and the Chief Military Judge (CMJ). Over the past year I have fully staffed the DMP and DDCS organizations, both Regular and Reserve Force, and they have commenced to operate in a more independent fashion. I have also created a Director of Law/Military Justice Policy Planning and Research. This directorate, together with contracted professionals, is developing broad-based military justice policy and

6. La réputation du système judiciaire militaire comme celle de l'ensemble des Forces canadiennes a été passablement ternie par les incidents survenus en Somalie et la Commission d'enquête qui s'ensuivit. Même s'il me semble que le scandale qui a éclaboussé le système judiciaire militaire a pris des proportions démesurées, il n'en reste pas moins que le mal étant fait, des mesures correctives s'imposaient. Bon nombre des réformes mises de l'avant dans le Projet de loi C-25 ont pour but de donner plus d'indépendance aux principaux intervenants du système judiciaire militaire, dont le JAG, le Directeur des poursuites militaires (DPM), le Directeur - Service d'avocats de la défense (DSAD) et le Juge militaire en chef (JMC). Au cours de la dernière année, on a complété la dotation en personnel des organisations du DPM et du DSAD, tant au niveau de la Force régulière que de la Force de réserve, et le fonctionnement est

3/17

databases. Media and specialized training has been given to DMP and DDCS lawyers. Direction has been given to prepare a variety of policy directives for DMP and DDCS. These will be promulgated in Prosecution and Defence Handbooks and include such topics as:

- a. charge screening;
- b. disclosure requirements;
- c. relationship with victims and witnesses;
- d. accountability; and
- e. expert evidence.

7. Four committees have been established to assist in overseeing the administration of military justice. They are:

- a. the Military Justice Stakeholders Committee, composed of the MND, the JAG, the Chief Justice of the Court Martial Appeal Court, the CDS, the VCDS, the CF Provost Marshall (CFPM), the Director of Military Prosecutions (DMP), and the Director of Defence Counsel Services (DDCS);

désormais placé sous le signe d'une plus grande autonomie. Nous avons créé le poste, et la direction attenante, de Directeur juridique/Justice militaire - Planification des politiques et recherche. Les membres du personnel de cette direction, avec l'aide de spécialistes engagés à forfait, établissent des politiques et des bases de données à grande échelle relativement à la justice militaire. Les avocats des DPM et DSAD se sont vu confier la tâche de concevoir une formation sur la façon de se comporter avec les médias ainsi que toute autre formation spécialisée. On a également demandé que soient élaborées diverses directives cadres à l'intention de la DPM et de la DSAD. Ces directives seront diffusées dans les Guides en matière de poursuite et de défense et définissent certains sujets comme suit :

- a. la vérification des accusations,
- b. les exigences en matière de divulgation des renseignements,
- c. les relations avec les victimes et les témoins,
- d. l'imputabilité
- e. et les preuves d'expert.

7. On a mis sur pied quatre comités dont le rôle est d'appuyer l'administration de la justice militaire, nommément :

- a. le Comité des participants en matière de justice militaire, formé du ministre de la Défense nationale, du JAG, du Juge en chef de la Cour d'appel de la cour martiale du Canada, du CEMD, du VCEMD, du Grand Prévôt des Forces canadiennes (GPFC), du Directeur des poursuites militaires (DPM) et du Directeur - Service d'avocats de la défense (DSAD);

- b. the CF Code of Service Discipline Committee, composed of CDS, JAG, CFPM, VCDS, DCDS, ADM(HR-Mil), the three Environmental Chiefs of Staff, the CF Chief Warrant Officer, and the Chief Warrant of each of the three environments;
- c. the JAG Advisory Panel on Military Justice, composed of prominent and knowledgeable civilian legal practitioners; and
- d. the Military Justice Roundtable Group, composed of specialist military lawyers.

- b. le Comité du Code de discipline militaire des FC, formé du CEMD, du JAG, du GPFC, du VCEMD, du SCEMD, du SMA(RH-Mil), des trois Chefs d'état-major des Armées (CEMA), de l'Adjudant-chef des FC et de l'Adjudant-chef de chacun des trois éléments des FC;
- c. le Comité consultatif du JAG sur la justice militaire, formé de civils, d'hommes et de femmes de loi respectés et bien informés;
- d. et la Table ronde sur la justice militaire, formée d'avocats militaires spécialisés.

8. Web-sites have been created on both the DND Intranet and on the Internet that serve as a window for CF members, and Canadians generally, on the Military Justice system. They will also serve as extremely efficient vehicles for promulgating policy, direction and information to CF lawyers wherever they may be located.

8. On a créé des sites web tant sur l'intranet du MDN que sur Internet, afin d'ouvrir une fenêtre sur le système judiciaire militaire au bénéfice des membres des FC comme de tous les citoyens canadiens. Ces sites seront également très utiles pour faire connaître les politiques et les orientations et transmettre l'information aux avocats des FC, où qu'ils soient dans le monde.

9. All Regular Force legal officers have joined the Canadian Bar Association (CBA). In addition to enhancing our professional development, this will give us excellent opportunities to communicate with civilian practitioners, academics, and jurists about military law. On June 21, 1999, I signed a submission to the CBA asking it to create a national Military Law Section to encourage discussion and the exchange of information about military law among all interested Canadian lawyers, academics and jurists. I have been given every reason to expect that the submission will be approved by the CBA at its annual meeting in August 1999.

9. Tous les avocats militaires de la Force régulière sont maintenant membres de l'Association du Barreau canadien (ABC). L'adhésion à cette association, outre le fait qu'elle favorise le perfectionnement professionnel des avocats, multiplie les possibilités de rencontre et d'échange avec des hommes et des femmes de loi, des universitaires et des juristes civils sur les questions de droit militaire. Le 21 juin 1999, j'ai signé une proposition adressée à l'ABC par laquelle on demande que soit créée une section nationale sur le droit militaire, dans le but de stimuler la discussion et la circulation d'information sur le droit militaire parmi tous les avocats, universitaires et juristes

5/17

10. Finally, DMP has joined the federal/provincial inter-jurisdictional Heads of Prosecution Committee. This will raise the profile of the military justice system, provide DMP with valuable information, and allow her to influence important policy decisions.

Implementing a Revised Legal Services Organization

11. The office of the DND/CF Legal Advisor was established on September 14, 1998 and assumed responsibility for provision of legal advice in a number of areas that had previously been the responsibility of the JAG. Through an exchange and cross-pollination of military legal officers and Department of Justice lawyers it is intended to combine the best of both spheres and ensure DND and the CF have access to the best legal advice possible.

12. A positive aspect of the change is that it will allow the office of the JAG to focus on the areas of military justice and military law, including operational law. Unfortunately, a few negative aspects have been evident as well. A split has become perceptible between DND and the CF respecting the provision of legal services, with the DND/CF LA advising the Department and with military lawyers advising the CF. Also, we have had examples of differing advice being given by the two offices in respect of the same matter, usually unwittingly. In fact, the two offices are occasionally focussed on different aspects of the same matter without realizing it, as happened with the

canadiens que cela intéresse. Tout semble indiquer que cette proposition recevra l'aval de l'ABC à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de l'association, qui se tiendra en août 1999.

10. Enfin, le DPM s'est joint au Comité mixte fédéral-provincial des directeurs des poursuites pénales. Cela ne peut que contribuer à rehausser l'image de marque du système judiciaire militaire, nous donner accès à des renseignements utiles et nous permettre d'exercer une influence au moment de prendre certaines décisions importantes en matière de politique.

Instaurer une organisation des services juridiques rénovée

11. Le Bureau du conseiller juridique du MDN et des FC est établi depuis le 14 septembre 1998. On y offre des services de consultation juridique dans nombre de domaines, une responsabilité qui incombait auparavant au JAG. Dans la mesure où les avocats militaires et ceux attachés au ministère de la Justice pourront échanger davantage et s'enrichir mutuellement, cette nouvelle structure devrait permettre de conjuguer ce qu'il y a de mieux dans chacune de ces sphères d'activité et ainsi procurer au MDN et aux FC les meilleurs avis juridiques possibles.

12. Le changement aura pour avantage de faire converger les activités du cabinet du JAG dans les domaines de la justice militaire et du droit militaire, y compris le droit des opérations. Malheureusement, quelques aspects négatifs sont aussi ressortis. On sent qu'un certain schisme est apparu entre le MDN et les FC en ce qui a trait à la prestation des services juridiques, dans la mesure où le CJ du MDN et des FC dessert le Ministère et que ce sont les avocats militaires qui assurent ce service auprès des FC. Nous avons ainsi pu constater à quelques reprises que les deux cabinets ont offert des avis juridiques divergents à propos d'une même affaire, la plupart du temps, à leur

6/17

"Universality of Service" issue. Such unfortunate results are difficult to avoid with one government institution receiving advice from two sources, one internal but independent, the other external. We will continue to work to minimize such results.

insu. En effet, le personnel de l'un et l'autre des cabinets n'aborde parfois pas une affaire sous le même angle, sans que personne ne s'en rende compte, comme cela a été le cas pour la question de l'«universalité du service». Pareilles conclusions malencontreuses sont difficiles à éviter quand les conseils prodigués aux responsables d'une institution gouvernementale proviennent de deux sources différentes, une source interne, mais indépendante, et une source extérieure. Nous continuerons de nous efforcer d'éviter ce genre de résultats fâcheux.

Rejuvenating the Office of the JAG

13. Several factors have suggested that a rejuvenation of the Office of the JAG is timely, including: the reorganization mandated by the Bill C-25 amendments, the implementation of the revised legal services organization, the turmoil of the Somalia Inquiry, and the introduction of a variety of new Departmental business planning processes.

14. A JAG Business Plan has been built from the ground up and published. I believe it will focus our efforts on our objectives over the next year. A Personnel Plan has also been created for the JAG Branch for the first time, containing a variety of elements. These include:

- a. a posting plot for the current year;
- b. a forecast for the current year's staffing requirements;
- c. an operational deployment forecast;
- d. an individual training plan, and

Rajeunir le cabinet du JAG

13. On pense qu'il est opportun de rajeunir le cabinet du JAG en raison de plusieurs facteurs, dont la réorganisation imposée en regard des modifications apportées sous la coupe du Projet de loi C-25, la mise en place de la structure remaniée des services juridiques, le chaos provoqué par l'enquête sur la Somalie et l'adoption de multiples nouvelles procédures ministérielles de planification opérationnelle.

14. Un plan opérationnel du JAG a été élaboré de A à Z et publié. Je crois qu'il permettra à nous tous d'axer nos efforts sur nos objectifs au cours de la prochaine année. De plus, on a pour la première fois élaboré un plan relatif au personnel pour la branche du JAG. Ce plan comprend plusieurs éléments, dont voici la liste :

- a. un plan d'affectation pour l'année en cours,
- b. une projection des besoins en matière de dotation en personnel pour l'année en cours,
- c. des prévisions de déploiement opérationnel,
- d. un programme d'instruction

7/17

career development information;

individuel et de l'information sur le perfectionnement professionnel,

e. a mentoring plan; and

e. un programme d'encadrement

f. the most current round of decisions on the restructuring of the JAG Reserve.

f. et les décisions les plus récentes en ce qui concerne la restructuration de la composante de la réserve au sein du JAG.

15. A framework for the issuance of JAG policy directives has been developed and JAG policy directives have been and will be issued. The directives are intended to apply to the operation of the Office of the JAG and represent a formal means of conveying direction from the JAG to the legal officers. All legal officers of the legal branch except military judges will receive copies of each directive. The first directive dealt with Media Relations.

15. On a établi des paramètres pour la diffusion des directives de politique émanant du JAG, et pareilles directives ont été et seront publiées. Ces directives doivent s'appliquer au fonctionnement du cabinet du JAG et offrent au JAG un véhicule officiel pour la transmission de ses directives formelles aux avocats militaires. Tous les avocats militaires de la Branche des services juridiques, à l'exception des juges militaires, recevront un exemplaire de chaque directive. La première directive traitait des relations avec les médias.

16. I have initiated an internal review of the legal officer's pay policy which was last reviewed in 1987. Capt (N) Blair and LCdr Wirth have been tasked to conduct this review which will include consultation with all legal officers. In this regard a consultation letter has already been forwarded to all of you. The review will also include the development of a framework to determine the entry pay level for direct entry legal officers.

16. J'ai demandé que l'on procède à un examen interne des politiques relatives à la solde des avocats militaires, dont la dernière révision remonte à l'année 1987. On a confié la tâche de mener cet examen au capt(M) Blair et au lcdr Wirth, qui consulteront tous les avocats militaires dans le cadre de cet examen. Vous avez à cet égard tous reçu une lettre sollicitant votre apport au processus de consultation. Cet examen comprendra également l'élaboration d'un cadre de travail pour déterminer le salaire initial au moment de l'enrôlement direct en qualité d'avocats militaires.

17. A number of administrative initiatives have been implemented to help us perform our responsibilities more efficiently and manage our people better. Several new databases and electronic research tools have been put in place to improve our efficiency. A communications plan for the Office of the JAG has been

17. Un certain nombre d'initiatives administratives ont été mises en œuvre dans le but de nous permettre de remplir nos fonctions plus efficacement et de mieux gérer notre personnel. Nous nous sommes dotés de plusieurs utilitaires de base de données et de recherche électronique afin d'accroître notre

8/17

approved. It will focus on Bill C-25 issues in the short term, but is broader in scope and designed for the longer term. I believe it will help us to communicate our messages more proactively and help us to avoid, rather than react to, problems. Finally, we have created, and begun tracking, a JAG Health Index. It records information on a wide variety of factors, such as the number of travel days, sick days, discipline cases, fitness tests passed/failed, training days, vacation days, retirements, enrollments, and grievances. We intend to compare this data over time, use this to identify trends and resolve systemic issues.

Current Activities

18. The Office of the JAG has been involved in a wide spectrum of other activities during the past year, including:

- a. Sexual Assault Briefings. As directed by the CDS, Legal Officers gave briefings to Regular and Reserve Force CF members. This has required several hundred briefings and has created a significant workload for our field offices, but my judgment is that this was a part of a reasonable and useful response to the storm of accusations of ill treatment that surfaced last Spring.

- b. Courts Martial. Forty-four

efficacité. On a approuvé une stratégie de communications pour le cabinet du JAG. À court terme, celle-ci est avant tout axée sur les enjeux et les questions liés au Projet de loi C-25, mais cette stratégie a une portée beaucoup plus grande et a été pensée à long terme. J'estime qu'elle nous permettra de faire passer nos messages de façon plus proactive et d'éviter les problèmes plutôt que d'avoir à les régler. Enfin, nous avons mis au point et amorcé le suivi d'un indicateur de santé pour le personnel du JAG. On recueille ainsi de l'information pour de nombreuses composantes de l'indicateur : jours de voyage, jours de congé de maladie, manquements à la discipline, évaluation de la condition physique (tests soutenus et échecs), journées d'instruction, journées de congé, retraites, enrôlements et griefs. Nous avons l'intention d'étudier l'évolution de ces données dans le temps et de nous en servir pour identifier les tendances et régler les problèmes systémiques.

Activités actuelles

18. Le cabinet du JAG s'est engagé dans de nombreuses autres activités au cours de la dernière année, dont :

- a. Séances d'information sur les agressions sexuelles. Comme l'a ordonné le CEMD, les avocats militaires ont dû organiser des séances d'information à l'intention des membres de la Force régulière et de la Force de réserve des FC. Cela s'est traduit par plusieurs centaines de briefings et a imposé une lourde charge de travail au personnel de nos bureaux locaux, mais à mon avis, cette entreprise constituait, du moins en partie, une réaction sensée et utile à la suite du torrent d'accusations d'abus qui s'est déversé le printemps dernier.

- b. Cours martiales. Quarante-

9/17

courts martial were conducted during the last fiscal year. Eleven of these accused were officers. In addition 13 appeals were heard by the Court Martial Appeal Court.

- c. Defence Counsel Services. A defence team was created in the Fall of 1998 to implement the intention of Bill C-25. It provided defence counsel to 40 of the 44 courts martial conducted during the period. The military accused chose civilian defence counsel in the other four trials. The team was also involved in three appeals before the Court Martial Appeal Court. It also has the responsibility of providing advisory services in specific circumstances. During this period, the defence team answered 818 requests for advice received by phone from Canada, the USA and overseas. It was also very active in discussions on the implementation of the changes to the military justice system.

- d. Military Prosecution Services. In anticipation of the amendments to the *NDA*, a military prosecution service of 10 Regular Force and four Reserve Force officers was established on 14 September, 1998. Its principal roles are to

quatre causes ont été entendues en cour martiale au cours de la dernière année financière. Parmi les accusés, on comptait onze officiers. De plus, treize jugements ont été portés en appel devant la Cour d'appel de la cour martiale du Canada.

- c. Service d'avocats de la défense. À l'automne de 1998, on a créé une équipe d'avocats de la défense, conformément à l'intention du Projet de loi C-25. Grâce à cette équipe, 40 des 44 accusés jugés pour la période concernée ont bénéficié des services d'un avocat de la défense en cour martiale. Le militaire inculpé a choisi un avocat de la défense civil lors de quatre autres procès. L'équipe a également participé à trois renvois devant la Cour d'appel de la cour martiale du Canada. Il lui incombe également de fournir des services consultatifs en certaines circonstances particulières. Au cours de la dernière année, l'équipe de la défense a répondu à 818 demandes de conseil reçus par téléphone du Canada, des États-Unis et de pays outre-mer. Les membres de l'équipe ont aussi activement participé aux discussions qui ont entouré la mise en application des modifications au système judiciaire militaire.

- d. Service de poursuites militaires. En prévision des modifications qui allaient être apportées à la *Loi sur la défense nationale*, un service de poursuites militaires comptant dix avocats de la Force régulière et quatre de la Force de réserve a été établi le

10/17

prosecute at courts martial, to provide legal advice to the members of the Canadian Forces National Investigation Service during the course of their investigations (on a twenty four hours a day, seven days a week basis) and to represent the interests of the Department on appeals from court martial decisions. Much emphasis in this first year has been on increasing expertise and professional involvement with civilian prosecution organizations. Members of the Canadian Military Prosecution Service have attended Ontario Crown Attorney courses and the Acting Director of Military Prosecutions sits on the intergovernmental Federal and Provincial Heads of Prosecution Committee.

- e. Summary Trials. In August 1998, we began gathering statistics on summary trials. During the last eight months of the fiscal year, 740 summary trials were conducted comprising 973 charges. Forty-five of these 740 accused persons were officers.
- f. Performance Measurement. In April 1999, we began collecting data on a wide variety of performance measurement indicators. These indicators are

14 septembre 1998. Les principales fonctions de ce service comprennent la présentation des arguments de la poursuite en cour martiale, la formulation d'avis juridiques à l'intention des membres du Service national des enquêtes des Forces canadiennes pour les aider à mener leurs enquêtes (24 heures par jour et sept jours par semaine) et la défense des intérêts du Ministère lorsque des jugements de la cour martiale font l'objet d'un appel. On a beaucoup insisté au cours de la première année sur l'amélioration du savoir-faire et l'acquisition de connaissances plus pointues, ainsi que sur un rapprochement professionnel avec les organisations de poursuites civiles. Les membres du service canadien de poursuites militaires ont suivi les cours de procureur de la Couronne de l'Ontario, et le directeur intérimaire du service de poursuites militaires siège au Comité mixte fédéral-provincial des directeurs des poursuites pénales.

- e. Procès sommaires. En août 1998, nous avons commencé à colliger des statistiques sur les procès sommaires. Au cours des huit derniers mois de l'exercice financier, 740 procès sommaires ont eu lieu, pour un total de 973 motifs d'inculpation. Quarante-cinq des 740 accusés étaient des officiers.
- f. Évaluation du rendement. En avril 1999, nous avons commencé à amasser des données en tenant compte d'un large éventail d'indicateurs de

11/17

based on Service Level Agreements negotiated with major clients. I anticipate that by tracking trends and by engaging in a continuing dialogue with our clients, we will be able to measure and improve our efficiency, as well as focus our efforts on the activities our clients need most.

- g. Chief of Review Services (CRS) Audit. The increase in establishment for the Reg Force Office of the JAG was subject to a review by CRS during the Spring and Summer of 1999. This work is ongoing, and the report should be available soon.
- h. Legal Opinions. As you would expect, this office has provided legal opinions in a variety of areas related to the conduct of DND/CF activities and policy development including the use of force in operational areas, the handling of Prisoners of War, and Naval visits and search.
- i. Overseas Operations. A total of 12 Legal Officers were deployed overseas in support of operations last year, mostly in and around the Former Yugoslavia Republic. Their work ranged from contractual negotiations, through claims settlements, to advice on Rules of Engagement. As mentioned above, there are currently seven lawyers deployed

rendement. Ces indicateurs proviennent des accords sur les niveaux de service qui ont été conclus avec les principaux clients. Nous prévoyons qu'en demeurant à l'écoute des tendances qui se dessinent et en maintenant le dialogue avec nos clients, nous serons à même de mesurer et d'augmenter notre degré d'efficacité, tout en axant nos efforts sur les activités qui correspondent le mieux aux besoins de nos clients.

- g. Vérification du Chef - Service d'examen (CS Ex). L'augmentation de l'effectif de la Force régulière au cabinet du JAG a fait l'objet d'un examen de la part du CS Ex, au cours du printemps et de l'été 1999. Ce travail se poursuit, et le rapport devrait être publié sous peu.
- h. Avis juridiques. Comme on peut s'y attendre, ce cabinet a fourni des avis juridiques dans divers domaines touchant la conduite des activités du MDN et des FC et l'élaboration des politiques, y compris le recours à la force dans les zones d'opérations, le traitement des prisonniers de guerre et les visites et recherches navales.
- i. Opérations outre-mer. L'an dernier, 12 avocats militaires étaient déployés outre-mer pour assurer le soutien juridique des opérations, pour la plupart en ex-République de Yougoslavie. Leurs fonctions allaient des négociations contractuelles au règlement de réclamations en passant par les règles d'engagement. Comme il a été mentionné précédemment, on

12/17

overseas.

j. International Criminal Court (ICC). Legal Officers made a significant contribution to the establishment of the ICC last year, both as Military Advisors to the Canadian Delegation to the ICC Diplomatic Conferences and as a JAG representative to a War Crimes Working Group.

k. International Liaison. During the past year, I met with my counterparts in the UK Army and the UK Air Force to brief them on reforms to the Canadian Military Justice System. I also attended a US Pacific Command International Military Operations and Law Conference to exchange information on legal developments affecting international operations.

l. DND/CF Ombudsman. A significant effort was involved in carrying out the MND's instructions concerning the establishment of the Ombudsman's office.

m. Training and Doctrine. Two new legal doctrine manuals concerning the Law of Armed Conflict entitled "The CF Code of Conduct" and "The Law of Armed Conflict at the Operational and Tactical Level" were produced last year. Nine

compte présentement sept avocats en déploiement outre-mer.

j. Tribunal pénal international. L'an dernier, les avocats militaires ont considérablement contribué à l'établissement du Tribunal pénal international, tant à titre de conseillers auprès de la délégation canadienne aux conférences diplomatiques du TPI que des représentants du JAG au sein du groupe de travail sur les crimes de guerre.

k. Liaison internationale. Au cours de la dernière année, j'ai rencontré mes homologues de l'Armée de terre et de la Force aérienne du Royaume-Uni afin de les informer des réformes auxquelles a été soumis le système judiciaire militaire canadien. J'ai également participé à une conférence sur les opérations internationales et le droit militaire du Commandement américain du Pacifique pour échanger de l'information sur l'évolution de la procédure relativement aux opérations internationales.

l. Ombudsman du MDN et des FC. On a déployé des efforts considérables pour mettre à exécution les directives du ministre de la Défense nationale relativement à l'établissement du bureau de l'Ombudsman.

m. Instruction et doctrine. On a fait paraître l'an dernier deux nouveaux manuels de doctrine juridique portant sur le droit des conflits armés : «Le Code de conduite des FC» et «Le droit des conflits armés aux niveaux opérationnel et tactique». On a

13/17

training courses were delivered in various forums on the subject of the Law of Armed Conflict. Finally, a three-day workshop on Domestic Operations was held for all Legal Officers as part of the JAG preparations for Op Abacus. DJAG/Ops now sits on the CF Doctrine Board.

- n. Negotiations in Europe. The Assistant Judge Advocate General (Europe) took part in negotiations on the residual value of CF facilities in Germany, saving the Department \$51M.

également dispensé neuf cours d'instruction sur le droit des conflits armés dans diverses enceintes. Enfin, tous les avocats militaires ont participé à un atelier de trois jours sur les opérations nationales, dans le cadre des préparatifs du JAG en vue de l'Opération Abacus. Le JAGA/Ops siège désormais au Conseil de doctrine des FC.

- n. Négociations en Europe. L'Assistant du Juge-avocat général, Europe, a pris part aux négociations sur la valeur résiduelle des installations construites en Allemagne par les Forces canadiennes, d'où des économies de 51 M \$ pour le Ministère.

Future Challenges

19. With recent changes to the NDA as they pertain to the JAG's mandate, the reorganization of the provision of legal services to both the DND and the CF, and a new structure for the Regular Force Office of the JAG, it was necessary to revisit the existing structure/organization applicable to the Reserve Force component with a view to enhancing Reserve Force legal support to operational activities of the CF, a reformed military justice system, training and general military law issues. This Reserve Force reorganization reflects, generally, the following:

- a) an increase in the number of officers' positions;
- b) the creation of a separate structure for prosecutions and defence, in support of JAG's military justice mandate;

Défis à venir

19. En regard des récentes modifications à la *Loi sur la défense nationale*, telles qu'elles peuvent affecter la mission du JAG, du remaniement du mode de prestation des services juridiques à l'intention du MDN et des FC et de la nouvelle structure de la Force régulière au cabinet du JAG, il s'est avéré nécessaire de revoir la structure et l'organisation actuelles de la composante de la Force de réserve, dans l'optique d'une intensification du soutien juridique des activités opérationnelles des FC que fournissent les avocats de la Force de réserve, d'un système judiciaire militaire rénové, de l'instruction et des questions de droit militaire d'ordre général. La réorganisation de la Force de réserve se traduira globalement comme suit :

- a) une augmentation du nombre de postes d'avocats militaires,
- b) la création d'une structure distincte pour les poursuites et la défense, à l'appui du mandat du JAG en matière de justice militaire,

14/17

- c) an enhanced structure for operations patterned on a Regional basis tracking AJAG offices;
- d) development of a trial counsel allowance; and
- e) a more clearly articulated "role" in respect of advice on military law.

20. These legal and policy changes will necessitate organizational and procedural changes within the Office of the JAG. The Chief Military Trial Judge is already established and operating as an independent unit. The offices of the DMP and DDCS have also been established. What remains to be done is for each of these entities to begin to use the new powers given them by the amendments, and to work out the procedures they, and I, will use to make this new system "live and breath".

21. Another major concern relates to recruiting and training personnel for the Office of the JAG. As you know, the operational tempo has been very high and this will likely continue. Seven legal officers are currently deployed overseas, which represents about 8% of this Office. In addition, we currently have 15 vacant positions in the Legal Branch, which represents another 17% of our authorized establishment. These facts place a very high stress on the Office of the JAG, and so it is a very high priority of mine to recruit and fill the vacant positions.

22. Operation ABACUS will require a significant surge in legal support in the last two quarters of this fiscal year. We will have military legal officers with each major

- c) une structure consolidée pour les opérations, façonnée sur la base du suivi régional assuré par les bureaux des JAGA,
- d) l'établissement d'une indemnité d'avocat plaidant
- e) et une meilleure articulation du «rôle» de consultation en matière de droit militaire.

20. Cette réforme du droit et ces changements de fond entraîneront au sein du cabinet du JAG des changements organisationnels et au plan des procédures. L'unité du Juge militaire en chef est déjà établie et fonctionne de manière indépendante. Les cabinets du DPM et du DSAD ont aussi ouvert leurs portes. Chacune de ces entités n'a plus qu'à exploiter les nouveaux pouvoirs qui lui sont dévolus en vertu des modifications récentes et à peaufiner les procédures qu'on utilisera, et «on» inclut ici la personne qui parle, pour faire en sorte que le nouveau système fonctionne rondement et donne les résultats escomptés.

21. Nous sommes également préoccupés par une autre question d'importance : le recrutement et l'instruction de personnel pour le cabinet du JAG. Comme vous le savez, on a dû composer avec un rythme opérationnel intense, et il n'y a pas d'accalmie à l'horizon. Sept avocats militaires sont présentement déployés outre-mer, c'est-à-dire 8 p. 100 du personnel de ce cabinet. De plus, quinze postes sont actuellement vacants au sein de la Branche des services juridiques, ce qui représente 17 p. 100 du niveau approuvé pour nos effectifs. Les avocats militaires sont en raison de tout cela soumis à une pression énorme, je place donc en tête de mes priorités le recrutement et la recherche de candidats capables de combler les postes vacants.

22. Les deux derniers trimestres du présent exercice financier seront marqués par une amplification notable des besoins en termes de soutien juridique en raison

15/17

unit that pre-deploys, with each command centre, and a full staff ready for 24/7 manning within the National Defence Command Centre. I expect this to become the highest priority for all legal officers not committed to the military justice system, or deployed overseas.

23. As mentioned above, the increase in the establishment of the Office is the subject of an ongoing CRS review. We will assist his office to complete this review in the coming months, and I look forward to his conclusions and recommendations.

de l'Opération ABACUS. Nous affecterons des avocats militaires à chaque unité majeure en prèdéploiement, à chaque centre de commandement, et un personnel complet sera prêt à assurer la réalisation de l'effectif 24 heures par jour et sept jours par semaine au niveau du Centre de commandement de la Défense nationale. Je m'attends à ce que tous les avocats militaires, autres que ceux qui veillent au fonctionnement du système judiciaire militaire ou qui sont déployés outre-mer, aient à s'acquitter en priorité des tâches liées au soutien juridique de l'Opération ABACUS.

23. Comme je l'ai signalé précédemment, l'augmentation de l'effectif du cabinet fait présentement l'objet d'un examen de la part du CS Ex. Nous l'aiderons à terminer cet examen au cours des prochains mois, et j'ai bien hâte de prendre connaissance de ses conclusions et de ses recommandations.

Conclusion

24. I believe it has been a very productive and progressive year for the areas of military law, military justice and for the Office of the JAG and the CF Legal Branch. I also expect the coming year to be both busy and challenging. The high volume and quality of the legal work completed was made possible by each of you and your respective staffs. To all of you, thank you for your support and your continuing efforts.



Jerry S.T. Pitzul
BGen
JAG
996-8470/992-3019

DISTRIBUTION LIST

Action

All Legal Officers Regular and Reserve

Conclusion

24. Je considère que la dernière année a été marquée par une production importante et de nombreux progrès dans le domaine du droit et de la justice militaires, ainsi qu'au sein du cabinet du JAG et de la Branche des services juridiques des FC. Je sais que nous serons très occupés au cours de l'année qui vient et que nous aurons de nombreux défis à relever. Nous sommes redevables à chacun d'entre vous, et à chacun des membres de vos équipes, pour l'impressionnante somme de travail abattu et la qualité des services juridiques rendus. Je tiens à remercier chacun d'entre vous pour son soutien et ses efforts constants.

Jerry S.T. Pitzul
Bgen
JAG
996-8470/992-3019

LISTE DE DISTRIBUTION

Exécution

Tous les avocats militaires de la Force régulière et de la Force de réserve